L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

E. P. WEBBER & Co. Rue de Chartres No 72, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 6 MARS 1862

E. P. WEBBER E. DUFOUR
F. LIMBERT. G. MARBY Editeurs-Propriétaires

Nouvelle-Orléans,
JEUDI MATIN, 6 MARS.

Les lecteurs trouveront à la deuxième page de la partie anglaise, quelques avis de

Ventes à l'encan de ce jour.

Par H. Samory; chez M. Vieille Levée—Vêtements, chaussures, marchandises sèches, &c.
Par E. Soost, 54, Magazine—Meubles.
Par C. E. Girardey & Co., à la Bourse des Négociants—Propriété à vendre près du pont de la ville et près du nouveau Canal.

Le gouvernement.

Le Président du Etats Confédérés a été autorisé par le Congrès à suspendre le droit d'habeas corpus, conformément à la clause de la Constitution qui permet cette suspension en cas d'invasion. En conséquence de cette autorisation, le Président a proclamé la loi martiale à Norfolk, sur la péninsularité à Richmond, avec suspension du droit d'habeas corpus. Le Congrès ayant donné un mandat de ces mesures, qui sont d'ailleurs justifiées par la gravité des circonstances, par les dangers de l'invasion, et par la nécessité d'écarter les espions, nous n'avons pas d'objection à prendre acte de leur application. Nous croyons, au contraire, tout disposé à accueillir favorablement, comme des symptômes d'une énergie qui se réveille, les actes de vigueur du Président.

Mais il ne suffit pas que Jefferson Davis montre de la vigueur pour regagner la confiance du peuple ; il faut que le pays soit assuré que cette vigueur sera employée au salut de la Confédération, et non les pouvoirs extraordinaires accordés par le Congrès à servir des desseins de bonnes mains. Or, cette assurance ne peut se donner que dans le choix de ministres qui offrent des garanties de dévouement et de capacité. Si M. Davis forme son cabinet de façon à donner pleine satisfaction au Congrès et à l'opinion publique, nulles ne plaindra les rigueurs de la loi martiale; tous les bons citoyens se soumettront aux exigences d'une situation anormale du moment où ils auront la certitude que leurs sacrifices ne seront pas faits en pure perte.

On annonce aussi que M. Benjamin ne restera pas au secrétariat de la guerre et on dit qu'il est question de lui donner pour successeur le général Lee. Mais ce qui nous avons peine à croire c'est que le président puisse avoir la pensée de choisir pour chef de son cabinet, pour secrétaire d'Etat, un même, M. Judas Benjamin. Ce serait une insulte au sentiment public, si violemment indigné contre l'homme qui a été assez peu clairvoyant pour mettre l'intrigue de la fraternisation au pouvoir. Ce fut, en effet, de notoriété publique, lot à la Nouvelle-Orléans, que M. Benjamin ne croyait pas à la guerre. Quand on lui parlait de la défense de la Nouvelle-Orléans, il y a quatre mois, il haussait les épaules et répondait qu'on ne pouvait sérieusement croire que les fédéraux tenteraient jamais la pensée d'attaquer cette ville. Quand le général Polk lui envoyait dire que la vallée du Mississippi était menacée par les préparatifs formidables qui se faisaient à St. Louis, à Cairo, et à Louisville, il souriait d'un air mystérieux et ne lisait d'envoyer des renforts ni des munitions de dire qu'il n'y avait pas de *péril imminent* à avoir.

Or, par une des ironies de la politique contraire à la vallée du Mississipi, quand on aurait compter les canonnières fédérales, et voir à l'œil nu les mouvements des armées de Lincoln qui se massaient dans le Kentucky, il faut que M. Benjamin se soit laissé abuser par quelque mensonge diplomatique parlementaire, il faut qu'il se soit laissé jouer par quelque jambes par le rusé Seward. C'est la seule explication qui puisse le justifier. Autrement, il aurait 24 fois deux mois plus tôt ce qu'il fait depuis la perte du Kentucky et l'invasion du Tennessee, c'est-à-dire envoyer Beauregard dans l'Ouest et le reste des troupes de plus en arrière un système de défense qui donnerait à la position dans forts Henry et Donelson et à la défaisance les mettre en état de résister à l'ennemi.

On dira que tout homme peut commettre une erreur et que M. Benjamin a eu dans de très bonne foi en croyant que les Fédéraux, après faits d'avoir fait des préparatifs immenses, allaient bénévolement consentir à en perdre le fruit et faire un gouvernement de Richmond des propositions de paix. Soit, mais il est dernier rieure en politique qui n'admettent pas d'excuses surtout quand elles compromettent le salut d'un peuple. M. Benjamin a prouvé qu'il était incapable comme homme d'Etat et qu'il ne comprenait rien aux circonstances qui se passent depuis un an. Il est tout ainsi pas apte à remplir, dans les circonstances actuelles, le rôle de secrétaire d'Etat que celui de secrétaire de la guerre. S'il n'eût jamais quitté dans l'esprit d'avoir général il est probable que soi n'eût songé à troubler sa quiétude. Maintenant il fera mieux de rentrer pour quelque temps dans la vie privée.

M. Davis, aveuglé par l'amitié personnelle ou séduit par les qualités brillantes de l'esprit souple et vif de M. Benjamin, pourra le dissiper comme membre de son nouveau cabinet; dans ce cas, le Sénat devra avoir le courage de infliger de confirmer cette nomination impopulaire. Il faut que rien ne vienne entraver l'élan nécessaire que les Etats Confédérés manifestent pour la défendance. La seule manière de réparer les fautes commises et de changer la face des choses, c'est de placer à la tête de l'administration des hommes sur lesquels ne pèse pas la responsabilité des erreurs passées. Alors, la confiance renaîtra, et le courage de nos volontaires fera le reste.

La nomination du général Lee au commandement de la guerre sera généralement accueillie comme un bon choix. Pour la marine, on parle de M. Randolph de la Virginie ou du lieutenant Maury. L'un ou l'autre, nous en sommes convaincu, remplirait ces fonctions de façon à ne pas faire regretter M. Mallory. Reste à pourvoir au secrétariat d'Etat, il faut un homme d'Etat qui comprenne la portée de la révolution et qui, au lieu de perdre son temps à de mesquines intrigues, cherche passer carrément les bases d'une politique nationale. Un résumé, il nous faut dans le cabinet des hommes d'Etat et des administrateurs et non des politiciens et des spéculateurs.

Le brigadier général J. Trudeau nous fait transmettre les pièces qui suivent. Nous les publions avec d'autant plus de plaisir qu'elles font plus d'honneur à ceux qui les ont écrites :

Quartier Général à la Légion de la Louisiane.
Nlle Orléans, 13 février 1862.

Général,

Désigné par les corps formant la brigade sous votre commandement, les soussignés viennent vous exprimer les sentiments que leur inspire votre caractère ferme, et quoique la circonstance que vous n'ayez consenti à vous charger de cet commandement que pour votre plus grand dévouement que pour votre plus affectueuse estime pays, ce pays de votre naissance, comment il vous a vu à l'œuvre dans la guerre du Mexique, pendant le temps passé dans la vie civile, au milieu de nos concitoyens, et enfin dans la guerre actuelle, ils n'en regrettent pas moins le prix que de Tout de vos talents et de votre sagesse militaire pour les corps qui avaient l'honneur de servir sous votre commandement.

Quant à nous, général, nous n'oublierons jamais un chef qui nous avons apprécié à sa juste valeur ; et toute notre vie, en quelque lieu que nous nous trouvions, sur le champ de bataille comme dans la vie civile, nous regretterons quelque fois de n'avoir pas à vous obéir comme heureux brigade et ainsi que vous daignâtes la proclamer de ce jour.

Vos dévoués serviteurs et subordonnés,

H. ARCHINARD,
Colonel commandant le 1er régiment d'Orléans.
Ch. J. FAIVRE, Major,
Commandant les 1er bataillon Rifle Carabiniers.
FRANC. A. BOUDOUSQUIÉ, Colonel,
Commandant le 2e régiment.
G. J. BOSSIÈRE, Major,
Commandant le 2e bataillon.
Armand Goyot, Capitaine,
Commandant la Compagnie d'Artillery.
H. Bossière, Colonel,
Volontaires Français
J. M. Arnoux, Lieutenant-Colonel,
Commandant le 3e régiment.
Geo. Wurtz, Capitaine,
Commandant la Garde Française.
Beau Boisdoré, Capitaine,
Commandant la Compagnie d'Orléans.
Alfred Roudanez, Colonel, à Vienne,
Commandant le 4e régiment.
J. B. Hollizer, Major,
Commandant le 4e bataillon.
H. Delpuech, Capitaine,
Commandant la Compagnie
Louisiana Sappers and Miners.
J. TRUDEAU, ex-commandant de la Légion de la Louisiane.

Quartier-Général de l'Artillerie de la 1re Brigade de l'armée confédérée de l'Ouest.
Corinthe, le 26 février 1862.

Colonel commandant la brigade, Franc Augustin, A.
Colonel, Ch. Jumel, Major, J. E. Austin, C.
Capitaine, Ch. Jumel, et les capitaines chefs de pièces, Wood, Bridges, Armand, Payne, Blanchard, Bridges.

Général, J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les résolutions que vous a votées l'artillerie de votre brigade, ainsi que les troupes que vous représentez, dès maintenant qu'elle exprime à mon égard.

Constamment depuis longtemps que défendre Colombus était défendre la Louisiane, j'ai voulu épouser l'exemple de ceux que la 1re nouvelle convocation de m'y transporter non-même.

J'ai accepté ma démission sans la motiver ; les motifs qui m'ont engagé sont trop graves pour que je m'expose aujourd'hui d'une réserve que vous approbations.

Abandonnant à des jours meilleurs une réorganisation, et que l'importance lui de devoir nous nulle bien mûrir de l'ardeur qui, toute, peut compromettre l'intégrité de notre territoire.

Qu'il me suffise de vous dire que j'étais honoré et fier de commander ce beau corps, formé des nationalités différentes et dont l'union nous le même drapeau rappelait nos origine soumet ne et des souvenirs chers à tout cœur louisianais.

Croyez bien, Monsieur, que mes vœux et mes souhaits vous suivront partout où le hasards de la guerre conduiront la Légion.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée et sympathique.

JAMES TRUDEAU, Brigadier général
commandant l'artillerie de la 1re Division de l'armée de l'Ouest.

Bons de ville.—Le comité de sûreté publique fait annoncer qu'en vertu d'une résolution du conseil municipal, les offres pour l'achat d'un million de piastres en bons de ville seront reçues par ce comité jusqu'à mardi prochain, 11 du courant. Ces bons seront émis en billets de 50, 100, 500 et 1000 piastres, payables en cinq termes égaux de six à dix ans inclusivement, et porteront des coupons d'intérêt à six pour cent par an. Le service des intérêts sera semestriel. L'amortissement de cette nouvelle émission sera garanti par la forme des marchés de la ville, sur le produit de laquelle une somme de $50,000 sera prélevée mensuellement pour l'extinction des bons.—Les offres doivent être adressées au comité de finances du comité de sûreté publique et déposées à la Banque de la Louisiane.

Par le Telegraphe.

DEPECHES TRANSMISES A L'ABEILLE.

(DEPECHES DE L'APRES MIDI.)

LA GUERRE AU TENNESSEE.

Memphis, 5 mars.—Les dernières nvis de Tennessee Orientale portent que le général Beauregard fait des arrangements pour s'avancer par le chemin de fer Big Creek.

Le Cincinnati Gazette reconnaît en général Cumberland n'était qu'une finesse.

Il n'y a pas encore eu de rencontre à la légion entre les deux armées, bien qu'il y ait des escarmouches de temps en temps à traiter.

L'évacuation de Columbus a été terminée dimanche soir. Toutes les provisions, toutes les munitions et presque tous les canons ont été enlevés.

Toutes les bâtisses occupées par l'armée et beaucoup de maisons particulières ont été brûlées.

Nos défenses sur la rivière progressent rapidement.

Lundi l'ordre a été donné de détruire la petite ville de New Madrid, cette destruction étant nécessaire à notre défense.

Dans l'escarmouche qui a eu lieu à Keyther, Missouri, les Confédérés ont fait 19 prisonniers, ont tué 25 Fédéraux, brûlé 289 wagons et capturé des chevaux, des mules, et des équipements.

Siège de nouveau de New Madrid.

Le capitaine Charles Provosty.—Le capitaine Charles Provosty, de la Pointe Coupée, qui a servi dans la 1re bataillon des scouts de la Louisiane à Pensacola et dans la péninsule, a été autorisé à lever une compagnie d'artillerie de siège par le secrétaire de la guerre. Les officiers de cette compagnie seront commissionnés dans l'armée régulière des Etats Confédérés. Dans quelques jours le capitaine Provosty ouvrira un bureau d'enrôlement dans notre ville.

Les yankees à Biloxi.—On dit que les officiers yankees passent le temps agréablement à Biloxi. Ils ont trouvé là un restaurateur complaisant qui leur fait faire bonne chère et leur fournit des vins délicats. Il nous semble qu'il serait facile d'organiser une petite expédition pour aller prendre d'un coup de filet ces sadducéens viveurs et leur hôte. On nous assure que ce restaurateur qui s'amuse si bien avec ses ennemis vient de temps à autre rencontrer ses coreligionnaires à la Nouvelle-Orléans. Il rapporte mais depuis ces visites les nouvelles toutes fraîches et les journaux de leur. Que fait notre comité de salut public! Le sous de ce restaurateur n'est un traître pour personne au marché du second district. La trahison consiste à donner aide et comfort à l'ennemi, et la pénalité pour la trahison est la corde.

Situation de diverses localités.—Les villes et points sur le Tennessee, de Paducah où il se jette dans l'Ohio, au Sud, c'est-à-dire dans les parties basses, sont Kenaldeburg, Osceola, Perryville; Brownsville, Carrollsville, Savannah, Waterloo, dans le Tennessee, Rogersport, Miss., Tuscumbia et Florence, Ala., Berlin, Cumberland, de Smithland, à son embouchure, ne Ste, c'est-à-dire dans les parties basses, Smithland, Eddyville, Canton et Port Tobacco, Kentucky, et le Fred Douglass, Dover, les maisons de Cumberland, Clarksville et Nashville, dans le Tennessee. Il y a environ 200 milles de Nashville à Smithland, et abondance d'eau pour la navigation sur tout le cours en cette saison : La rivière Tennessee est navigable de Paducah à Florence, au pied des Muscle Shoals, sur environ 220 milles. A Danville, embarcadère de la rivière Sandy, le chemin de fer de Memphis et Louisville traverse le Tennessee et près de Dover le même chemin traverse le Cumberland. Paris est une ville à 18 milles de Danville, et si l'ennemi prend Paris, il viendra par chemin de fer à Humbolt, où passe la ligne de Mobile pour gagner Columbus, ce qui lui donnerait possession de deux chemins de fer, l'un qui va à Memphis et l'autre à Columbus. Mayfield, Kentucky, terme du chemin de fer de Paducah, est à environ 25 milles au Sud de Paducah et à la même distance de Columbus vers l'Est.

Le Mayfield Creek se jette dans le Mississippi à huit milles au-dessous de Cairo et à 22 au-dessus de Columbus. Le comté de Wanley, Tennessee, est à l'ouest de Paris et un peu à la ligne du Kentucky et au-dessus de Hamboldt et touche au fleuve d'Obion, et se trouve la ville d'Union City.

Sur la ligne de Memphis et Charleston sont Grand Junction, à 32 milles de Memphis, où passe le Mississippi Central; Corinthe, à 40 milles de Junction, où la ligne de Mobile traverse; Juka, à 22 milles de Corinthe; Tuscumbia, à environ 20 milles à l'est de Corinthe, et Decatur à environ 40 milles de Tuscumbia. Decatur est à la tête des Muscle Shoals, là où le chemin de fer traverse la rivière du Tennessee, et où le chemin de fer de Nashville bifurque.

Il y a aussi un pont sur le Tennessee à Florence, mais c'est seulement un embranchement de la ligne de Tuscumbia. Le pont de Bear Creek sur le chemin de Charleston est à environ 4 milles à l'est d'Iuka et Eastport sur le Tennessee à environ 2 milles du même point. Tuscumbia est le point où le chemin de fer s'approche le plus de la rivière ; il n'en approche de deux milles.

Congrès Confédéré.

Dans la séance du 24 février, M. Conrad, représentant de la Louisiane, a eu l'occasion de faire observer que le congrès provisoire avait fait ce qu'il pouvait et pour la marine et pour l'armée ; mais les pouvoirs ordinaires devaient être plus amples, et que si ces attributions n'avaient pas été employées en temps opportun ce n'était pas sa faute, la responsabilité ne pouvait en retomber sur le congrès provisoire. On sait, par exemple, qu'un demi-million de dollars avait été alloué pour les défenses du fort Donelson. Cette observation de M. Conrad est venue motiver un relief l'ensemble de l'administration.

La séance de 25 en séant et à la chambre a été marquée par quelques incidents intéressants. Voici un sommaire du compte rendu :

Sénat.—M. Sparrow, de la Louisiane a présenté un mémoire, adressé par la législature de la Louisiane, en faveur de la suppression du tarif sur les importations pendant la durée de hostilités ou de la guerre, afin de mettre dans la capacité de la Confédération à se procurer les munitions de guerre dont elle a besoin. Le mémoire a été référé au comité des finances.

Sur motion de M. Phelan, du Mississippi, le sénat a adopté la résolution suivante.

Résolu ; Que le comité des affaires militaires soit chargé d'examiner s'il est convenable que le gouvernement prenne possession de tout le coton, de tout le sucre et des tabacs produits, dans les limites des Etats Confédérés, afin d'opérer la destruction de tout ou partie de ces produits, lorsque les ennemis du pays seront sur le point de s'en emparer, et que ledit comité fasse son rapport aussitôt que possible pour la prise-action d'un bill en conséquence.

Chambre.—M. Perkins, de la Louisiane, a présenté un bill pour l'admission aux droits de cité dans les Etats Confédérés des marchandises importées de l'étranger, excepté pour celles importées des Etats-Unis.

M. Perkins a aussi présenté un bill pour naturaliser les citoyens des nations des alliés dans l'assistance du Congrès, conformément aux dispositions de l'article 2, section 6 de la Constitution, et il a demandé l'adoption immédiate de ce bill.

M. Foote, de Tennessee, a déclaré appuyer le bill. Il a dit qu'une des plus sages dispositions de la Constitution des Etats-Unis était celle qui donnait au Congrès le pouvoir de naturaliser des étrangers. Mais il a ajouté que l'ennemi n'en avait jamais tant impliqué que et le bulletin, après l'être détaché, était passé sur une quatrième vitale, le vote de la chambre devrait être pris immédiatement.

Le général Beauregard a été nommé commandant en chef de l'armée fédérale pour le Tennessee Occidental, et a déclaré que la guerre ne serait pas finie avant d'avoir fait de Nashville sa capitale.

Le général Johnston